Réf. Farde e-Assemblées : 2564287
N° OJ : **7**

N° PV : **11**

Arrêté - Conseil du 20/12/2023

Présents - Zijn aanwezig :

M. dhr. OURIAGHLI, Président suppléant; Plaatsvervangende Voorzitter; M. dhr. CLOSE, Bourgmestre; Burgemeester; M. dhr. HELLINGS, Mme mevr. HARICHE, M. dhr. DHONDT, M. dhr. MAINGAIN, M. dhr. EL KTIBI, Mme mevr. JELLAB, M. dhr. PINXTEREN, Mme mevr. MUTYEBELE, Mme mevr. MAES, Echevins; Schepenen; Mme mevr. LALIEUX, M. dhr. COOMANS de BRACHENE, M. dhr. MAMPAKA, Mme mevr. ABID, M. dhr. TEMIZ, Mme mevr. AMPE, Mme mevr. NAGY, Mme mevr. VIVIER, M. dhr. WAUTERS, M. dhr. ZIAN, M. dhr. WEYTSMAN, Mme mevr. DEBAETS, M. dhr. ERGEN, Mme mevr. NYANGA-LUMBALA, Mme mevr. EL BAKRI, M. dhr. BAUWENS, Mme mevr. BEN HAMOU, M. dhr. BEN ABDELMOUMEN, Mme mevr. STOOPS, M. dhr. MOHAMMAD, M. dhr. DIALLO, M. dhr. MAIMOUNI, Mme mevr. HOESSEN, Mme mevr. LOULAJI, Mme mevr. GÜLES, Mme mevr. MOUSSAOUI, Mme mevr. DE MARTE, M. dhr. DE BACKER, Mme mevr. BUGGENHOUT, Mme mevr. LHOEST, Mme mevr. MAATI, M. dhr. COULIBALY, Mme mevr. GERLICA, Conseillers communaux; Gemeenteraadsleden; M. dhr. LEONARD, Secrétaire de la Ville; Stadssecretaris.

Objet: Règlements taxes.- Taxe sur les résidences non principales.- Exercices 2024 à 2026 inclus.

Le Conseil communal,

Vu les articles 41, 162 et 170, §4, de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales;

Vu la situation financière de la Ville;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques;

Considérant que le Conseil communal a jugé nécessaire d'imposer les résidences non principales visées par le présent règlement de manière à pouvoir se procurer des recettes additionnelles destinées à financer les dépenses d'utilité générale auxquelles la commune doit faire face;

Considérant que les occupants des résidences non principales génèrent des dépenses pour la Ville notamment au niveau de la sécurité, de la gestion des déchets et de l'infrastructure alors qu'ils ne contribuent pas à ces dépenses par le biais des centimes additionnels à l'impôt des personnes physiques ; qu'il est donc légitime de financer une partie de ces dépenses par le produit d'une taxe;

Considérant qu' il y a lieu d'exonérer les tentes, les caravanes mobiles, les remorques d'habitation, étant donné que celles-ci ne sont pas ancrées dans le sol, n'ont pas vocation à demeurer en permanence sur le territoire de la Ville et ne sont donc pas, en règle, de nature à générer les mêmes dépenses pour elle et contribuent au aux finances communales par le biais des centimes additionnels perçus en vertu de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 décembre 2016 relative à la taxe sur les hébergements touristiques; qu'il convient également d'exonérer les chambres d'étudiants en raison notamment du statut de l'étudiant et de la capacité contributive limitée qui en découle;

Considérant qu'il y a lieu , d'autre part, d'exonérer les institutions de soins de santé et les homes de retraite peuvent être exonérés en ce qu'ils participent aux missions d'utilité publique ou d'intérêt général et qu'ils ne poursuivent pas un but

de lucre ou un intérêt particulier;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins.

I. DUREE ETASSIETTE DE LA TAXE

Article 1 : Il est établi pour les exercices 2024 à 2026 inclus une taxe sur les résidences non principales.

Est réputé résidence non principale, tout logement dont l'occupant n'est pas inscrit aux registres de la population de la Ville de Bruxelles.

II. REDEVABLE

Article 2. La taxe est due, pour l'intégralité de l'exercice d'imposition, par chaque personne qui peut disposer de la résidence non principale.

En cas de location, elle est due par le locataire.

III. TAUX

Article 3 : La taxe annuelle est fixée à 1.681,00 EUR. Le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2,5 %.
Le résultat sera arrondi à l'euro le plus proche, conformément au tableau ci-dessous:

Exercice 2024	Exercice 2025	Exercice 2026
1.681,00 EUR	1.723,02 EUR	1.766,10 EUR

IV. EXONERATIONS

Article 4 : Ne donnent pas lieu à la perception de la taxe :

- les tentes, caravanes mobiles et remorques d'habitation;

- les chambres d'étudiants;

- les patients des lits des institutions de soins de santé et de homes de retraite.

V. DECLARATION

Article 5 : L'Administration fait parvenir au contribuable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complété, daté et signé, au plus tard le 31 décembre de l'exercice d'imposition.

Les contribuables qui n'ont pas reçu le formulaire sont tenu d'en réclamer un. Tout contribuable est, en tout état de cause, tenu de déclarer spontanément à l'Administration les éléments nécessaires à la taxation au plus tard à la date fixée à l'alinéa premier. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

Article 6 : Toute nouvelle affectation à titre de résidence non principale dans le courant d'un exercice doit être déclarée dans les dix jours de cette affectation.

Article 7 : L'absence de déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.
Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les cotisations enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel ;
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel ;
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

VI. RECOUVREMENT

Article 8 : La présente taxe et la majoration éventuelle seront perçues par voie de rôle.

Article 9. En cas de non-paiement de la taxe par le redevable visé à l'article 2 du présent règlement, les pleins-propriétaires, les nus propriétaires, les usufruitiers, emphytéotes, superficiaires et tréfonciers seront tenus au paiement de la taxe et considérés comme codébiteurs conformément à l'article 2, 6° du Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales.

VII. MISE EN APPLICATION

Article 10 : Le présent règlement entre en vigueur le 1er janvier 2024. Le présent règlement remplace le règlement de l'impôt sur les résidences non principales adopté par le Conseil communal en séance du 3/10/2022 à dater de l'exercice d'imposition 2024.

Ainsi délibéré en séance du 20/12/2023

Le Secrétaire de la Ville,
De Stadssecretaris,
Dirk Leonard (s)

Le Bourgmestre,
De Burgemeester,
Philippe Close (s)

Le Président suppléant,
De Plaatsvervangende Voorzitter,
Mohamed Ouriaghli (s)

Annexes:

Ref. Farde e-Vergaderingen : 2564287
Nr DO : **7**

Nr PV : **11**

Besluit - Raad van 20/12/2023

Présents - Zijn aanwezig :

M. dhr. OURIAGHLI, Président suppléant; Plaatsvervangende Voorzitter; M. dhr. CLOSE, Bourgmestre; Burgemeester; M. dhr. HELLINGS, Mme mevr. HARICHE, M. dhr. DHONDT, M. dhr. MAINGAIN, M. dhr. EL KTIBI, Mme mevr. JELLAB, M. dhr. PINXTEREN, Mme mevr. MUTYEBELE, Mme mevr. MAES, Echevins; Schepenen; Mme mevr. LALIEUX, M. dhr. COOMANS de BRACHENE, M. dhr. MAMPAKA, Mme mevr. ABID, M. dhr. TEMIZ, Mme mevr. AMPE, Mme mevr. NAGY, Mme mevr. VIVIER, M. dhr. WAUTERS, M. dhr. ZIAN, M. dhr. WEYTSMAN, Mme mevr. DEBAETS, M. dhr. ERGEN, Mme mevr. NYANGA-LUMBALA, Mme mevr. EL BAKRI, M. dhr. BAUWENS, Mme mevr. BEN HAMOU, M. dhr. BEN ABDELMOUMEN, Mme mevr. STOOPS, M. dhr. MOHAMMAD, M. dhr. DIALLO, M. dhr. MAIMOUNI, Mme mevr. HOESSEN, Mme mevr. LOULAJI, Mme mevr. GÜLES, Mme mevr. MOUSSAOUI, Mme mevr. DE MARTE, M. dhr. DE BACKER, Mme mevr. BUGGENHOUT, Mme mevr. LHOEST, Mme mevr. MAATI, M. dhr. COULIBALY, Mme mevr. GERLICA, Conseillers communaux; Gemeenteraadsleden; M. dhr. LEONARD, Secrétaire de la Ville; Stadssecretaris.

Onderwerp: Belastingreglementen.- Belasting op de niet-hoofdverblijfplaatsen.- Dienstjaren 2024 tot 2026 inbegrepen.

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op artikelen 41, 162, 170, §4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de financiële toestand van de Stad;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170 § 4 van de Grondwet: dat het haar toekomt in het kader van haar fiscale autonomie om de bases en de grondslag te bepalen van de belastingen, waarvan zij de noodzakelijkheid bepaalt in functie van de behoeften dat zij meent te moeten voorzien, onder de enige beperking opgelegd door de Grondwet, te weten de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen ; dat onder voorbehoud van de uitzonderingen bepaald door de wet, de gemeentelijke overheid onder het toezicht van de voogdijoverheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat de bepaling zowel van de belastbare materie alsook deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid, die zij uitoefent, rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

Overwegende dat de Gemeenteraad het nuttig heeft geoordeeld de door dit reglement beoogde niet-hoofdverblijfplaatsen te belasten teneinde zich aanvullende inkomsten te verschaffen ter financiering van de uitgaven van algemeen nut waaraan de gemeente het hoofd dient te bieden;

Overwegende dat de bewoners van niet-hoofdverblijfplaatsen voor de Stad uitgaven met zich meebrengen op het vlak van veiligheid, afvalbeheer en infrastructuur, terwijl zij niet aan deze uitgaven bijdragen door middel van de opcentiemen op de belasting van natuurlijk personen; dat het derhalve gerechtvaardigd is een deel van deze uitgaven te financieren met de opbrengst van de belasting;

Overwegend dat tenten, verplaatsbare caravans en woonwagens moeten worden vrijgesteld, aangezien zij niet in de grond verankerd zijn, niet bestemd zijn om permanent op het grondgebied van de Stad te blijven en dus in de regel niet van aard zijn om er dezelfde uitgaven voor te genereren en bij te dragen aan de gemeentefinanciën door middel van geheven opcentiemen krachtens de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies; dat het ook passend is studentenkamers vrij te stellen, met name vanwege het statuut van student evenals de beperkte financiële draagkracht die daaruit voortvloeit;

Overwegende dat zorginstellingen en rusthuizen kunnen worden vrijgesteld van deze belasting aangezien zij een taak

van openbaar nut of algemeen belang vervullen en zij geen winstoogmerk of bijzonder belang nastreven.

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT:
I. DUUR EN GRONDSLAG VAN DE BELASTING

Artikel 1.- Er wordt voor de dienstjaren 2024 tot 2026 inbegrepen een belasting gevestigd op de niet-hoofdverblijfplaatsen.

Als niet-hoofdverblijfplaats wordt beschouwd elke woonruimte waarvan de bewoner niet ingeschreven is in de bevolkingsregisters van de Stad Brussel.

II. BELASTINGPLICHTIGE

Artikel 2.- De belasting is verschuldigd, voor het gehele aanslagjaar, door alle personen die over een niet-hoofdverblijfplaats kunnen beschikken.

In het geval van huur, is deze verschuldigd door de huurder.

III. AANSLAGVOET

Artikel 3.- De jaarlijkse belasting is vastgesteld op 1.600,00 EUR.
De aanslagvoet, vastgesteld op 1 januari, wordt geïndexeerd met 2,5 %.
Het resultaat zal afgerond worden naar de dichtstbijzijnde euro, volgens de volgende tabel:

Dienstjaar 2024	Dienstjaar 2025	Dienstjaar 2026
1.681,00 EUR	1.723,02 EUR	1766,10 EUR

IV. VRIJSTELLINGEN

Artikel 4.-Geven geen aanleiding tot het heffen van de belasting :

- de tenten, verplaatsbare caravans en woonwagens;

- de lokalen bestemd voor de huisvesting van studenten;

- de bedden van gezondheids- of bejaardeninstellingen.

V. AANGIFTE

Artikel 5.- De Administratie bezorgt de belastingplichtige een aangifteformulier dat hij, naar behoren ingevuld, gedagtekend en ondertekend, vóór 31 december van het aanslagjaar moet terugzenden.

Belastingplichtigen die geen aangifteformulier hebben ontvangen, moeten er een aanvragen. Alle belastingplichtigen zijn er in ieder geval toe gehouden de voor de aanslag noodzakelijke elementen uiterlijk op de in het eerste lid vastgestelde datum spontaan bij de Administratie aan te geven.
De aangifte blijft geldig tot herroeping.

Artikel 6.- Elke nieuwe bestemming als niet-hoofdverblijfplaats tijdens een dienstjaar moet binnen 10 dagen na deze bestemming worden aangegeven.

Artikel 7 - Het niet indienen van de aangifte binnen de gestelde termijn of een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige leidt tot een ambtshalve heffing van de belasting op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens over te gaan tot de ambtshalve heffing, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige in kennis, per aangetekende brief, van de manieren voor het betwisten van deze procedure, de elementen waarop de aanslag is gebaseerd, de methode voor de vaststelling van deze elementen en het bedrag van de belasting. De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag na de datum van verzending van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangehaalde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur gaat over tot ambtshalve heffing indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft ingediend die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De bedragen van de ambtshalve heffing worden als volgt verhoogd:

- eerste ambtshalve heffing: 20% van het verschuldigde of geraamde recht ;

- tweede ambtshalve heffing: 50% van de verschuldigde of geraamde rechten;
- vanaf de derde ambtshalve heffing: 100% van het verschuldigde of geraamde recht.

Er wordt geen rekening gehouden met een ambtshalve heffing voor de berekening van de verhoging van de belasting indien de belasting normaal is geheven in de drie dienstjaren volgend op het dienstjaar waarop de ambtshalve heffing betrekking heeft.

VI. INVORDERING

Artikel 8.- Onderhavige belasting en haar eventuele vermeerdering zullen via een kohier ingevorderd worden.

Artikel 9.- In geval van niet-betaling van de belasting door de belastingplichtige bedoeld in artikel 2, §1 van dit reglement, zullen de volle eigenaars, de blote eigenaars, de vruchtgebruikers, erfpachters, opstalhouders en opstalgevers gehouden zijn de belasting te betalen, en beschouwd worden als medeschuldenaar overeenkomstig artikel 2, 6° van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen.

VII. AANVANG VAN DE TOEPASSING

Artikel 10.- Onderhavig reglement treedt in werking op 1 januari 2024. Huidig reglement vervangt bij ingang van het aanslagjaar 2024 het reglement van de belasting op niet-hoofdverblijfplaatsen, goedgekeurd in zitting van de Gemeenteraad op 3/10/2022.

Aldus beraadslaagd in zitting van 20/12/2023

Le Secrétaire de la Ville,
De Stadssecretaris,
Dirk Leonard (s)

Le Bourgmestre,
De Burgemeester,
Philippe Close (s)

Le Président suppléant,
De Plaatsvervangende Voorzitter,
Mohamed Ouriaghli (s)

Bijlagen:

Extrait du Registre des Procès-verbaux des délibérations du Conseil Communal de la Ville de Bruxelles - séance du mercredi 20 décembre 2023
Uittreksel uit het Notulenboek van beraadslagingen van de Gemeenteraad van de Stad Brussel - Zitting van woensdag 20 december 2023
Séance publique / Openbare zitting

Présents - Zijn aanwezig :
M. dhr. OURIAGHLI, Président suppléant; Plaatsvervangende Voorzitter; M. dhr. CLOSE, Bourgmestre; Burgemeester; M. dhr. HELLINGS, Mme mevr. HARICHE, M. dhr. DHONDT, M. dhr. MAINGAIN, M. dhr. EL KTIBI, Mme mevr. JELLAB, M. dhr. PINXTEREN, Mme mevr. MUTYEBELE, Mme mevr. MAES, Echevins; Schepenen; Mme mevr. LALIEUX, M. dhr. COOMANS de BRACHENE, M. dhr. MAMPAKA, Mme mevr. ABID, M. dhr. TEMIZ, Mme mevr. AMPE, Mme mevr. NAGY, Mme mevr. VIVIER, M. dhr. WAUTERS, M. dhr. ZIAN, M. dhr. WEYTSMAN, Mme mevr. DEBAETS, M. dhr. ERGEN, Mme mevr. NYANGA-LUMBALA, Mme mevr. EL BAKRI, M. dhr. BAUWENS, Mme mevr. BEN HAMOU, M. dhr. BEN ABDELMOUMEN, Mme mevr. STOOPS, M. dhr. MOHAMMAD, M. dhr. DIALLO, M. dhr. MAIMOUNI, Mme mevr. HOESSEN, Mme mevr. LOULAJI, Mme mevr. GÜLES, Mme mevr. MOUSSAOUI, Mme mevr. DE MARTE, M. dhr. DE BACKER, Mme mevr. BUGGENHOUT, Mme mevr. LHOEST, Mme mevr. MAATI, M. dhr. COULIBALY, Mme mevr. GERLICA, Conseillers communaux; Gemeenteraadsleden; M. dhr. LEONARD, Secrétaire de la Ville; Stadssecretaris.

Sauf indication contraire, la décision suivante a été prise à l'unanimité :
Tenzij anders aangegeven werd de volgende beslissing met eenparigheid genomen :

11 **(007) Budget & Finances** - Taxes communales (enrôlement) - Réglementation - contentieux et collège fiscal - (2564287)

(007) Begroting & Financiën - Gemeentebelastingen (inkohiering) - Reglementering - juridische geschillen - fiscaal college - (2564287)

Règlements taxes.- Taxe sur les résidences non principales.- Exercices 2024 à 2026 inclus.

Règlement relatif à la taxe sur les résidences non principales pour les exercices 2024 à 2026 inclus.- Modifications techniques aux articles 2, 9 et 10.

Belastingreglementen.- Belasting op de niet-hoofdverblijfplaatsen.- Dienstjaren 2024 tot 2026 inbegrepen.

Reglement betreffende de belasting op de niet-hoofdverblijfplaatsen voor de dienstjaren 2024 tot 2026 inbegrepen.- Technische wijzigingen in de artikelen 2, 9 en 10.

Adopté par 27 voix contre 8.- Le Conseil prend l'arrêté y relatif.

Aangenomen met 27 stemmen tegen 8.- De Raad neemt het desbetreffende besluit.

Ainsi délibéré en séance du mercredi 20 décembre 2023
Aldus beraadslaagd in zitting van woensdag 20 december 2023

Le Secrétaire de la Ville,
De Stadssecretaris,
Dirk Leonard (s)

Le Bourgmestre,
De Burgemeester,
Philippe Close (s)

Le Président suppléant,
De Plaatsvervangende Voorzitter,
Mohamed Ouriaghli (s)